



**CTB**

**AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT**

# **RAPPORT ANNUEL 2011**

## **PAMIF 2**

## Table des matières

<b>ABRÉVIATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>1 FICHE PROJET</b> .....	<b>5</b>
<b>2 RÉSUMÉ</b> .....	<b>6</b>
<b>2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>6</b>
<b>2.2 POINTS SAILLANTS</b> .....	<b>7</b>
<b>2.3 RISQUES CLÉ</b> .....	<b>7</b>
<b>2.4 LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>7</b>
<b>3 ANALYSE DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>8</b>
<b>3.1 CONTEXTE</b> .....	<b>8</b>
3.1.1 Evolution du contexte .....	8
3.1.2 Ancrage institutionnel .....	9
3.1.3 Modalités d'exécution .....	9
3.1.4 Dynamique « Harmo » .....	9
<b>3.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE</b> .....	<b>9</b>
3.2.1 Indicateurs .....	9
3.2.2 Analyse des progrès réalisés.....	10
3.2.3 Risques & hypothèses .....	10
3.2.4 Critères de qualité .....	11
3.2.5 Impact potentiel.....	11
3.2.6 Recommandations .....	12
<b>3.3 RÉSULTAT 1</b> .....	<b>13</b>
3.3.1 Indicateurs .....	13
3.3.2 Bilan activités .....	14
3.3.3 Analyse des progrès réalisés.....	14
3.3.4 Risques et hypothèses .....	15
3.3.5 Critères de qualité .....	15
3.3.6 Exécution budgétaire .....	15
3.3.7 Recommandations .....	15
<b>3.4 RÉSULTAT 2</b> .....	<b>17</b>
3.4.1 Indicateurs .....	17
3.4.2 Bilan activités .....	18
3.4.3 Analyse des progrès réalisés.....	18
3.4.4 Risques et hypothèses .....	19

3.4.5 Critères de qualité.....	19
3.4.6 Exécution budgétaire .....	19
3.4.7 Recommandations.....	20
<b>3.5 RÉSULTAT 3.....</b>	<b>21</b>
3.5.1 Indicateurs .....	21
3.5.2 Analyse des progrès réalisés.....	21
3.5.3 Risques et hypothèses .....	22
3.5.4 Critères de qualité.....	22
3.5.5 Exécution budgétaire .....	23
3.5.6 Recommandations.....	23
<b>3.6 RÉSULTAT 4.....</b>	<b>24</b>
3.6.1 Indicateurs .....	24
3.6.2 Bilan activités.....	24
3.6.3 Analyse des progrès réalisés.....	24
3.6.4 Risques et hypothèses .....	24
3.6.5 Critères de qualité.....	25
3.6.6 Exécution budgétaire .....	25
3.6.7 Recommandations.....	25
<b>4 THÈMES TRANSVERSAUX .....</b>	<b>26</b>
4.1 GENRE.....	26
4.2 ENVIRONNEMENT.....	26
<b>5 DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL &amp; SUIVI.....</b>	<b>27</b>
<b>6 LEÇONS APPRISSES.....</b>	<b>28</b>
<b>7 ANNEXES .....</b>	<b>29</b>
7.1 CADRE LOGIQUE .....	30
7.2 ACTIVITÉS M&E .....	32
7.3 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » (CF. DOCUMENTS FIT).....	33
7.4 BÉNÉFICIAIRES.....	34
7.4.1 Les bénéficiaires directs .....	34
7.4.2 Les bénéficiaires finaux .....	34
7.4.3 Les partenaires .....	34
7.5 PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE Q1-2012.....	35



# 1 Fiche projet

<b>Nom du projet</b>	Programme d'Appui à la Microfinance – Volet 2 (PAMIF 2)
<b>Code Projet</b>	SEN 07 020 12
<b>Pays</b>	Sénégal
<b>Zone d'intervention</b>	Régions de Diourbel, Fatick, Kafrine et Kaolack
<b>Budget</b>	4.416.031,00 EUR
<b>Personnes clé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cheikh SAMB, Responsable National</li> <li>▪ Abdoulaye DIASSE, Assistant Technique – Co-Responsable</li> <li>▪ Ousmane BA, Responsable Suivi-Evaluation</li> <li>▪ Cheikh Ahmed Tidiane NGOM, Responsable Adm. et Financier</li> </ul>
<b>Instance Partenaire</b>	Direction de la Microfinance
<b>Date Convention de mise en œuvre</b>	Novembre 2008
<b>Durée (mois)</b>	54 mois
<b>Groupes cibles</b>	Systèmes Financiers Décentralisés
<b>Objectif Global</b>	L'accès au microcrédit des populations rurales défavorisées de Diourbel, Fatick, Kafrine et Kaolack, particulièrement des femmes et des jeunes est amélioré
<b>Objectif Spécifique</b>	L'accès aux services financiers des populations des régions de Diourbel, Fatick, Kafrine et Kaolack est amélioré par le renforcement des capacités des systèmes financiers décentralisés et l'extension quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural
<b>Résultats</b>	R1 : L'accessibilité de l'offre de services dans les zones rurales des régions d'intervention est renforcée
	R2 : Les capacités institutionnelles de la SFD sont renforcées.
	R3 : L'offre de refinancement au profit des SFD est renforcée
	R4 : Le cadre de concertation au niveau de la zone d'intervention est renforcé dans la dynamique de l'AP/SFD.

## 2 Résumé

### 2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficienc	Efficacité	Durabilité
<b>Objectif Spécifique</b> : « L'accès aux services financiers des populations des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kafrine est amélioré, par le renforcement des capacités des SFD et l'extension quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural »	B	B	B
<b>Résultat 1</b> : « L'accessibilité de l'offre de services financiers adaptés en milieu rural est améliorée dans la zone d'intervention »	C	C	B
<b>Résultat 2</b> : « Les capacités institutionnelles des SFD de la zone d'intervention sont renforcées »	B	B	B
<b>Résultat 3</b> : « L'offre de refinancement au profit des SFD est renforcée »	A	A	B
<b>Résultat 4</b> : « Le cadre de concertation au niveau de la zone d'intervention est renforcé dans la dynamique de l'AP/SFD »	A	A	A

Code budget.	Intitulé des lignes budgétaires	Budget	Dépenses 2009	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Dépenses totales	Solde budget	Taux d'exécution
<b>A</b>	<b>L'accès aux services financiers des populations</b>	3.782.600,00	26.868,00	649.969,14	823.541,78	1.501.576,1	2.226.459,9	40%
A 01	L'accessibilité de l'offre de services est renforcée en milieu rural	1.134.800,00	19.642,83	11.324,46	23.463,62	54.430,91	1.080.584,09	5%
A 02	Les capacités institutionnelles des SFD sont renforcées	1.446.300,00	7.103,21	109.086,20	252.465,54	368.654,95	1.074.835,05	28%
A 03	L'offre de refinancement au profit des SFD est renforcée	1.103.500,00	121,96	502.395,89	501.516,38	1.004.034,23	45.465,77	96%
A 04	Cadre de concertation au niveau régional	98.000,00	0,00	27.162,59	46.096,24	74.456,01	25.610,99	74%
<b>X</b>	<b>Réserve budgétaire</b>	15.210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15.210,00	0%
X 01	Réserve budgétaire Co-gestion	15.210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15.210,00	0%
X 02	Réserve budgétaire Régie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
<b>Z</b>	<b>Moyens généraux</b>	<b>602.190,00</b>	<b>121.441,92</b>	<b>202.156,01</b>	<b>138.229,41</b>	<b>460.630,18</b>	<b>196.087,82</b>	<b>70%</b>
Z 01	Frais de personnel	316.390,00	45.077,58	106.523,61	90.034,14	241.635,33	80.674,67	75%
Z 02	Investissements	76.000,00	41.578,93	37.528,29	0,00	79.107,22	-27,22	100%
Z 03	Frais de fonctionnement	148.000,00	33.105,00	49.638,37	49.244,29	131.612,20	61.387,80	68%
Z 04	Audit et Suivi-Evaluation	61.800,00	1.680,41	8.465,74	-1.049,06	8.275,39	54.052,61	13%
	<b>REGIE</b>	<b>219.610,00</b>	<b>35.642,42</b>	<b>67.121,50</b>	<b>48.226,12</b>	<b>150.990,04</b>	<b>288.619,96</b>	<b>34%</b>
	<b>COGESTION</b>	<b>4.180.390,00</b>	<b>112.667,50</b>	<b>785.003,65</b>	<b>913.545,07</b>	<b>1.811.216,4</b>	<b>2.149.173,76</b>	<b>46%</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>4.400.000,00</b>	<b>148.309,92</b>	<b>852.125,15</b>	<b>961.771,19</b>	<b>1.962.206,28</b>	<b>2.437.793,72</b>	<b>45%</b>

## 2.2 Points saillants

L'exécution des activités de 2011 est marquée principalement par le retard accusé dans la mise en œuvre des travaux de construction de nouvelles agences et sièges des SFD partenaires, activités essentielles dans le cadre de l'appui à l'extension en milieu rural ;

## 2.3 Risques clé

- Retard dans la mise en œuvre des constructions
- Délai d'exécution très court des activités essentielles

## 2.4 Leçons apprises et recommandations

Pour la mise en œuvre d'une intervention d'une telle envergure, il est nécessaire de :

- **Accorder plus de temps à l'analyse des besoins des bénéficiaires lors de la formulation** : Le PAMIF 2 a pu profiter de la caractérisation générale des acteurs du secteur. Cependant, l'approfondissement, dans la formulation, de l'analyse et de l'implication des acteurs au niveau décentralisé ne nous apparaît pas évident ; ainsi l'analyse des besoins des institutions bénéficiaires dans la zone de concentration du projet est demeurée superficielle à cette phase de formulation. Ainsi, les besoins formulés sont restés assez généraux et ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des différents types de SFD. Au total, il apparaît également qu'il y a une inadéquation entre les moyens du projet par rapport à l'envergure des besoins que le projet a envisagé de satisfaire.
- **Prévoir une durée de mise en œuvre réaliste avec des moyens adéquats** : La durée du projet est relativement très courte avec deux activités leviers qui ont accaparé le temps précieux de l'équipe du projet à savoir les diagnostics exhaustif et organisationnel nécessaires pour l'approfondissement de l'analyse des besoins. Il est, en effet, opportun de veiller à une prolongation de la durée du projet.
- **Améliorer la cohérence de la logique d'intervention lors de la formulation** : La logique d'intervention est peu cohérente au regard des objectifs, des résultats et des indicateurs où des chevauchements sont notés aux différents niveaux (*Cf. Rapport d'évaluation de la qualité des prestations de la CTB Septembre 2010*).
- **Internaliser la réalisation de la baseline study** : Dans une intervention d'une telle envergure, la réalisation de la baseline study par l'équipe du projet est pertinente et a l'avantage de :
  - rationaliser les ressources du projet ;
  - s'assurer du choix d'indicateurs pertinents et partagés avec les acteurs du secteur ;
  - mettre en place un système fiable et performant de mesure de l'état d'avancement de l'intervention du projet, selon une approche participative ;
  - s'assurer d'une bonne appropriation et d'une meilleure mise en œuvre de ce dispositif opérationnel de suivi et évaluation de l'intervention du projet.

## 3 Analyse de l'intervention

### 3.1 Contexte

#### 3.1.1 Evolution du contexte

Le secteur de la microfinance au Sénégal est depuis près de deux ans marqué par l'avènement d'un nouveau cadre juridique et réglementaire avec la loi 2008/47 du 03 septembre 2008 et son décret d'application du 28 novembre 2008. Ces textes sont complétés par les instructions de la BCEAO et les circulaires.

Cette nouvelle réglementation régissant les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) a apporté beaucoup d'évolutions dans le secteur ayant engendré des implications directes sur les institutions bénéficiaires de l'intervention à savoir :

- Mise en application d'un nouveau référentiel comptable (NRC) ;
- Renforcement de la surveillance et la supervision nécessitant un système de rapportage rigoureux au niveau des SFD d'une certaine taille ;
- Respect des nouvelles dispositions prudentielles avec la mise en application de nouvelles instructions prudentielles impliquant une gestion rigoureuse des opérations ;
- Adhésion obligatoire à l'Association Professionnelle des SFD (AP/SFD) confortant la conviction du projet sur la nécessité d'accompagner l'AP/SFD à déconcentrer ses activités à travers les points focaux ;
- Disparition des GEC de l'environnement financier obligeant les Groupements d'Epargne et de Crédit à entamer un processus de transformation institutionnelle
- Restructuration du secteur incitant les SFD isolés à se constituer en réseaux ou à s'affilier à des réseaux existants.

Tous ces éléments ont motivé les choix du projet à insister, dans le cadre de son accompagnement dédié aux SFD de la zone d'intervention, sur les actions ci-après :

- Doter les SFD de Système d'Information de Gestion adéquat et conforme au Nouveau Référentiel Comptable et facilitant la production de toute information nécessaire pour prendre une bonne décision et pour répondre aux exigences des autorités de supervision ;
- Initier une assistance technique et coaching rapproché des SFD de petite taille pour renforcer davantage les capacités de leurs ressources humaines dans tous les domaines couvrant la professionnalisation de la gestion des opérations ;
- Accompagner l'AP/SFD à la mise en œuvre de son plan d'actions à travers son point focal ;
- Engager avec les SFD isolés une dynamique de réflexion sur les perspectives de réseautage.

Par ailleurs, beaucoup de chantiers favorisant le développement du secteur de la microfinance sont entamés parmi lesquels on peut noter :

- La mise en œuvre d'un projet de mobile banking mutualisé dont un des facteurs majeurs de sa réussite est l'existence de SIG adéquat et, pour lequel l'équipe de projet est en cours de mise en place ;
- La mise en place d'un outil de refinancement pérenne à travers un challenge fund pour lequel l'étude de faisabilité est en cours de réalisation.

Tous ces chantiers ont été partagés au sein du Groupe Thématique Microfinance des Bailleurs de Fonds auquel participe activement le PAMIF 2 comme représentant de la Coopération Belge.

Enfin, des axes de synergies sont entrain d'être discutés entre le PAMAS, le PEPAM/BA et le PAMIF 2 pour mettre en œuvre une articulation cohérente des différentes interventions de la CTB. A ce titre, les sites d'intervention sont en cours d'identification afin de décliner une stratégie commune d'intervention.



### 3.1.2 Ancrage institutionnel

	Score	Commentaires
Ancrage institutionnel	Approprié	Unité de gestion autonome La DMF n'est pas déconcentrée dans la zone du projet Partage permanent avec la DMF sur la préparation, le déroulement et l'évaluation de toutes les activités

### 3.1.3 Modalités d'exécution

	Score	Commentaires
Modalités d'exécution	Approprié	La cogestion s'exerce correctement à tous les niveaux de décision

### 3.1.4 Dynamique « Harmo »

Pour favoriser une harmonisation des interventions, le PAMIF 2 a mis en place un Comité Technique Régional auquel participent tous les projets et programmes de microfinance ainsi les partenaires de développement local comme les ARD des régions d'intervention.

L'équipe du projet maintient également une discussion et échange permanent avec les autres projets et collabore avec les acteurs locaux de développement notamment les ARD qui sont associés aux activités du projet.

Par ailleurs, le PAMIF 2 participe activement au Groupe thématique des bailleurs de fonds qui est également un cadre de partage et d'harmonisation des interventions des partenaires techniques et financiers.

## 3.2 Objectif spécifique

### 3.2.1 Indicateurs

<b>Objectif spécifique : « L'accès aux services financiers des populations des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine est amélioré, par le renforcement des capacités des SFD et l'extension quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural »</b>						
Indicateurs	Baseline 2009	Progrès 2010	Progrès 2011	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Commentaires
Croissance du taux de pénétration dans les régions ciblées entre 2009 et 2012	4,33%	4,46%	5,74%	6%	7%	Les données finales ne sont pas encore disponibles. Les valeurs mentionnées sont les données du rapport provisoire de la DMF arrêtées au 30/06/2011.
Evolution du nombre de points de services en milieu rural (y compris les guichets mobiles)	45	48	48	50	70	Les activités d'appui à l'extension n'ont pas réellement démarré compte tenu de l'absence de politique claire de la CTB dans le cadre de la mise en œuvre des activités de construction de nouvelles agences.
Evolution du niveau de satisfaction par rapport aux produits et services financiers offerts par les SFD	ND	ND	ND	ND	70% des bénéficiaires sont satisfaits	Aucune SFD n'a pour le moment réalisé une étude de satisfaction de sa clientèle

					satisfaits	
Evolution de l'offre de produits innovants et adaptés en milieu rural au niveau des SFD partenaires (au moins deux nouveaux produits de prêts et un nouveau produit d'épargne sont développés)	0	1	4	2	3	En plus du warrantage développé en 2010, trois autres produits innovants ont été initiés à savoir « microleasing », le « tout petit crédit aux femmes (TPCF) » et le « mobile cash ».

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Au regard des différents résultats et nonobstant les retards accusés au niveau de la mise en œuvre des activités de constructions d'agences et de sièges des SFD, beaucoup progrès, concourant à l'amélioration de l'accessibilité des services financiers en milieu rural, sont observés à savoir :

- l'identification des zones insuffisamment couvertes en termes de services financiers et qu'il faut renforcer ;
- la mise en œuvre d'un dispositif d'appui à l'extension avec l'acquisition de véhicules et de motos pour l'expérimentation des guichets mobiles ;
- le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des SFD à travers la mise en programme de formation, l'intégration de la gestion des performances sociales, l'évaluation de système d'information de gestion, la révision des comptes des SFD, la formation des formateurs au profit des cadres des réseaux partenaires, le rating financier et social ;
- l'appui au développement de produits adaptés notamment l'expérimentation du warrantage, la mise en place de produit de microleasing, la vulgarisation du produit mobile cash et le développement du TPCF (Tout Petit Crédit pour les Femmes).
- la mise en œuvre de la ligne de refinancement favorisant le financement des SFD partenaires à hauteur de 537 millions de FCFA soit environ 818.651 Euros ;
- le renforcement de la concertation au niveau régional, l'opérationnalisation du point focal et le partage et l'échange de bonnes pratiques matérialisé l'organisation d'atelier sur les implications de nouvelle réglementation, la vulgarisation du code de déontologie de l'AP/SFD et de la convention collective.

### 3.2.3 Risques & hypothèses

Risques	Score	Incidences potentielles		Niveau de risque
		Description	Score	
Situation économique régionale au niveau agricole et rural	B			
Evolution des politiques publiques dans le secteur de la finance agricole et rural	B			
Les SFD manquent d'engagement et ne facilitent pas l'élaboration rapide et la mise en œuvre effective d'un plan de renforcement technique et institutionnel	A			
Une instabilité des institutions politiques due au changement fréquent du gouvernement du Sénégal	C			
Le faible niveau de développement du marché de la prestation de services	B			

### 3.2.4 Critères de qualité

	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	B	<p>Baseline réalisée par l'équipe du projet au lieu de faire appel à un prestataire pour un travail important d'opérationnalisation et de complétion a été fait au niveau des indicateurs</p> <p>Il y a des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour la constatation de l'efficacité du projet : Le cadre logique initial est largement révisé pour combler certaines insuffisances telles que l'impertinence de certains indicateurs, leur chevauchement aux différents niveaux, hypothèses formulées assez vaguement</p> <p>La capacité des partenaires directs et opérationnels est renforcée suivant une approche de responsabilisation des bénéficiaires dans l'identification de leurs besoins</p> <p>Un début de renforcement de ces capacités (p.ex. par le biais de bourses de formation) a déjà été réalisé.</p>
<b>Efficience</b>	C	<p>un certain nombre de facteurs surtout exogènes se sont révélés contraignants pour le respect du calendrier de mise en œuvre : (1) les contraintes liées à la gestion des marchés publics, (2) le manque de réactivité de l'AP-SFD (pour le résultat intermédiaire 4), (3) la qualité des services rendus par les prestataires et (4) des modifications (par rapport au DTF) proposées par l'équipe (et accepté par la SMCL) sur l'opérationnalisation de la ligne de refinancement.</p>
<b>Durabilité</b>	B	<p>Les axes de renforcement sont cadrés avec les stratégies des institutions respectives avec un focus sur l'extension des services financiers en milieu rural</p> <p>Le projet apporte une réponse différenciée et adaptée aux besoins différenciés des types d'acteurs ciblés</p> <p>les structures SFD ciblées par le projet sont dans l'ensemble relativement bien structurées et gérées, ce qui assure la continuité de l'accès des services financiers par les populations en milieu rural</p>
<b>Pertinence</b>	A	<p>Intervention cadrée aux axes 2 et 3 de la Lettre de Politique Sectorielle Microfinance</p> <p>Approfondissement de l'analyse des besoins (un des maillons faibles de la formulation) à travers les diagnostics exhaustif et organisationnel</p> <p>Stratégie d'appui orientée aux SFD vers leurs besoins réellement exprimés et objectivement appréciés</p> <p>Approche de mise en œuvre des activités est cadrée selon les meilleures pratiques du secteur et responsabilise davantage les SFD dans la prise en charge de leur devenir</p> <p>Dynamique de synergie avec les autres projets de la coopération belge (PEPAM/BA et PAMAS)</p>

### 3.2.5 Impact potentiel

Malgré la difficulté d'évaluer, pour le moment, l'impact sur les bénéficiaires, des changements importants résultant des activités de renforcement de capacités ont été relevés. Peuvent être notés au niveau de la Dimbelanté de Foundiougne, la MEC Immébir de Foundiougne, la MEC le Sine de Fatick, la Mec Téranga de Kaolack et la MEC INDAF de Fimela les changements ci-après :

- **Gestion stratégique et gouvernance**
  - Meilleure planification des réunions
  - Forte implication de tous les élus
  - Répartition du travail entre le personnel plus rationnelle.
  - Une redéfinition de la vision stratégique au niveau des certains SFD comme la MEC INDAF ;
  - La mise en place de système de prévention et de gestion des conflits ;
  - La mise en place d'un système de planification budgétaire et opérationnelle ;
- **Gestion comptable et financière**
  - Etats financiers élaborés avec les nouveaux intitulés et numéros de compte
  - Introduction de nouveaux supports de gestion

- Etats financiers au trimestre 3 élaborés.
- Balance âgée élaborée pour la situation financière au 31/12/10
- Abandons de créances conformes à la nouvelle réglementation
- Réflexion sur l'efficacité de la politique de crédit.
- Optimisation des coûts
- Production de tableau de bord en cours d'année
- Suivi des indicateurs de gestion tous les trimestres.
- **Gestion des risques**
  - Le renforcement du système de gestion des risques opérationnels ;
  - Réflexion autour de la nécessité de mettre en place un système de contrôle plus efficace.

### 3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Retenir une approche claire de mise en œuvre des activités de construction de points de services		EST GEO RESSEN	Q1 2012

## 3.3 Résultat 1

### 3.3.1 Indicateurs

Résultat : « L'accessibilité de l'offre de services financiers adaptés en milieu rural est améliorée dans la zone d'intervention »						
Indicateurs	Baseline 2009	Progrès 2010	Progrès 2011	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Commentaires
Taux de pénétration des SFD partenaires a évolué de 15%  Valeur de référence révisée : 23%	23%	25%	26%	35%	40%	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Le nombre de femmes bénéficiaires de services financiers a augmenté de 50% (valeur de référence 16.988)	0%	38%	51%	40%	50%	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Le nombre de jeunes bénéficiaires de services financiers a augmenté de 10%	nd	nd	nd	7%	10%	Cet indicateur n'est pas encore fourni par les SFD
Le nombre de clients actifs a évolué de 15% (valeur de référence 29.941)	0%	11%	10%	12%	15%	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Le nombre de clients actifs - femmes a évolué de 40% (valeur de référence 15.789)	0%	20%	47%	30%	40%	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
15 nouveaux points services installés en milieu rural	0	3	3	7	15	L'appui à l'installation des points de services n'est pas encore effectif. U-IMCEC a ouvert un guichet et PAMECAS a ouvert 2 guichets en milieu rural
L'encours d'épargne a évolué de 30% (valeur de référence 1.421.573.539)  Valeur de référence révisée : 2.762.969.582	0%	28%	52%	25%	30%	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
L'encours de crédit a évolué de 50% (valeur de référence 2.298.033.147)  Valeur de référence révisée : 8.506.196.803	0%	33%	24%	35%	50%	Dans la valeur de références les réseaux émergents et les grands réseaux ne sont pas pris en compte.  Les données pour 2011 sont provisoires et ne prennent pas en compte les infos non encore disponibles de quelques SFD. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Deux nouveaux produits développés	0	1	4	2	2	Le premier test du warrantage est terminé. Deux autres produits innovants utilisés par 2 partenaires différents sont le « microleasing » et le « tout petit crédit aux femmes (TPCF) »

### 3.3.2 Bilan activités

Activités	Dérroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	A	B	C	D	
A.1.1 : Diagnostic exhaustif des intervenants dans les régions ciblées et des zones à couvrir	X				
A.1.2 : Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour 15 points de services			X		La mise en œuvre des activités de construction de points de services tarde encore à démarrer du fait de l'absence actuelle de mécanisme opératoire de contractualisation avec AGETIP pour assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée
A.1.3 : Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour les 4 guichets mobiles		X			
A.1.4 : Appui au développement de nouveaux produits		X			

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Après le diagnostic exhaustif des intervenants et des zones à couvrir et l'identification des zones insuffisamment engendrant la définition d'une stratégie d'appui à l'extension en milieu rural contribuant au renforcement de l'accessibilité des services financiers aux populations rurales surtout dans les zones vierges, il a été procédé au choix des institutions à accompagner basé sur les projets d'extension soumis les SFD.

Pour l'ouverture d'agences le projet a retenu :

- U-IMCEC avec 5 agences à Kaffrine, Birkilane, Niore, Sokone et Médinan Sabakh ;
- UM/PAMECAS pour deux agences à Gandiaye et Kougheul ;
- Caurie-Microfinance pour deux agences régionales à Kaolack et Diourbel.

Pour la mise en place de guichets mobiles, U-IMCEC est retenu pour un véhicule guichet couvrant la région de Diourbel et PAMECAS pour deux véhicules devant couvrir les régions Kaffrine, Kaolack et Fatick ainsi que trois vedettes/pirogues pour desservir les îles du Saloum (Bassoul, Djirnda, Bettenty, Niodior).

Malgré les efforts déployés dans ce cadre, la mise en œuvre de ce programme d'extension a accusé beaucoup de retards du fait de l'absence d'un schéma clair de mise en œuvre des constructions. La signature d'un accord d'exécution avec AGETIP qui a été proposée tarde à se concrétiser.

Pour les guichets mobiles, les véhicules sont déjà acquis. Les transformations à l'intérieur vont être réalisées pour une opérationnalisation prévue en fin Q1-2012.

Pour les vedettes, le cahier de charges est entrain d'être finalisé afin de lancement du marché.

Concernant l'appui au développement de nouveaux produits, le projet a accompagné la mise en œuvre d'une expérience pilote de crédit stockage (warrantage) en partenariat avec le GRET et U-IMCEC.

Deux autres innovations ont été accompagnées dans le cadre du développement de nouveaux produits. Il s'agit de :

- la MEC Aprofes Teranga a initié le Tout Petit Crédit pour les Femmes (TPCF) qui est un produit de crédit solidaire destiné aux groupes de femmes membres de l'institution. Le TPCF vise le financement des activités génératrices de revenus des femmes comme les vendeuses de légumes et celles exerçant des activités qui ne nécessitent qu'un petit financement d'environ 30 000 F CFA.
- la MEC Immebir de Foundiougne ayant expérimenté le crédit-bail « Micro leasing » pour financer l'acquisition de motocycles « Jakarta » destinés au transport des personnes à Foundiougne.

### 3.3.4 Risques et hypothèses

Risques	Score	Incidences potentielles		Niveau de risque
		Description	Score	
L'accessibilité des zones rurales ne se dégrade pas	A			
L'extension et la diversification rurale correspondent aux objectifs des SFD	A			
Les SFD disposent d'un personnel compétent et motivé par le développement de leurs services en milieu rural	B			

### 3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Nonobstant les retards accusés, le dispositif de renforcement de l'accessibilité de services financiers est déjà mis en place et commence à être opérationnel
Efficience	A	Les activités sont réalisées avec les ressources disponibles prévues
Durabilité	A	Les activités d'appui à l'extension sont cadrées avec les stratégies d'extension des SFD concernés, ce qui garantit une continuité de dispositif de couverture des zones ciblées
Pertinence	A	

### 3.3.6 Exécution budgétaire

Description des postes budgétaires	Dépenses prévues pour 2011	Dépenses effectives 2011	Balance	Taux d'exécution 2011
A.1.1 : Diagnostic exhaustif des intervenants dans les régions ciblées et des zones à couvrir	0,00	0,00	0,00	-
A.1.2 : Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour 15 points de services	212.000,00	962,17	9.150	0%
A.1.3 : Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour les 4 guichets mobiles	80.000,00	863,35	4.220	67%
A.1.4 : Appui au développement de nouveaux produits	8.000,00	442,1	35.530	7%
A.1.5 : Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour les 4 guichets mobiles	0	21.196,00	-21.196,00	-
<b>TOTAL</b>	<b>300.000,00</b>	<b>23.463,62</b>	<b>276.536,38</b>	<b>8%</b>

Le niveau d'exécution très faible s'explique par le fait que toutes activités de construction de points de services en milieu rural n'ont pas démarré alors qu'elles occupent plus de 2/3 des prévisions du résultat 1.

Les activités d'appui à l'extension en milieu rural ont accusé beaucoup de retards liée à l'absence de politique claire de la CTB pour la mise en œuvre des constructions.

### 3.3.7 Recommandations

Les activités d'extension et de développement de produits suivant un processus relativement long doivent

être inscrites dans la durée pour avoir des effets durables. Par conséquent, il est nécessaire de revoir la durée d'accompagnement des SFD dans ce sens.

<b>Recommandations</b>	<b>Source</b>	<b>Auteur</b>	<b>Deadline</b>
Définir une politique claire de mise en œuvre des constructions de points de services des SFD		GEO EST RESSEN	Q1 2012



## 3.4 Résultat 2

### 3.4.1 Indicateurs

Résultat : « Les capacités institutionnelles des SFD de la zone d'intervention sont renforcées »						
Indicateurs	Baseline 2009	Progrès 2010	Progrès 2011	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Commentaires
80% des SFD partenaires disposent d' SIG adéquat et conforme au NRC	11%	17%	17%	30%	80%	L'évaluation des besoins et l'audit des SIG des SFD étant déjà réalisés, l'informatisation des SFD isolés est prévue en 2012
100% des SFD partenaires disposent plans d'affaires opérationnels	19%	22%	22%	25%	100%	La mission d'appui à l'élaboration et/ou actualisation de plans d'affaires sera réalisée à partir de Q1- 2012
100% des SFD partenaires disposent manuels de procédures à mis à jour	11%	13%	13%	15%	100%	Les activités d'appui à l'élaboration et/ou la mise à jour de manuels de procédures sont programmées en 2012
10% des SFD partenaires intègrent les performances sociales dans leur dispositif de gestion et de suivi de leurs activités	7%	9%	17%	15%	30%	Suite à l'atteinte de la cible initiale en 2010, une revue à la hausse de la valeur cible a été effectuée en 2011
80 % des SFD partenaires disposent d'états financiers certifiés	15%	17%	22%	30%	80%	La priorité a été accordée à la révision des comptes des SFD isolés pour fiabiliser leurs informations financières. La certification des comptes de la plupart des SFD isolés est prévue en 2012
3 des SFD partenaires ont bénéficié d'un rating pendant la durée du projet	0	0	2	1	3	Caurie-Microfinance et U-IMCEC ont toutes les deux bénéficié de rating financier et social en 2011
15 des SFD partenaires ont un ratio d'autosuffisance opérationnelle supérieur à 130%	7	11	16	12	15	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers
100% des SFD partenaires fournissant un rapport trimestriel sur les indicateurs	19%	26%	39%	50%	100%	L'atteinte de cet indicateur est dépendante de la mise en place de SIG opérationnel qui devra être faite en 2012 avec l'informatisation des SFD isolés.
15 des SFD partenaires ont un PAR > 30 jours de moins de 5%	9	23	22	12	15	Les données pour 2011 sont provisoires. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers
10 des SFD partenaires publient régulièrement des informations sur le MIX	4	4	4	5	10	L'appui du projet dans ce sens n'a pas encore démarré.
1 initiative de mise en réseau accompagnée	0	0	0	0	1	L'étude d'évaluation des initiatives de mise en réseau est en cours. Une fois que les options institutionnelles identifiées et évaluées, un accompagnement des initiatives viables sera entamé

### 3.4.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	A	B	C	D	
A.2.1. : Etablissement de diagnostic organisationnel des SFD	X				
A.2.2. : Accompagnement-Formation pour chacun des SFD	X				
A.2.3. : Rating et mesure de performances sociales	X				
A.2.4. : Bourses de formation MF		X			
A.2.5. : Mise en place de SIG performants et adaptés		X			
A.2.7. : Renforcement des initiatives de mise en réseau		X			

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Dans le cadre du renforcement des capacités techniques et institutionnelles des SFD partenaires, d'importantes avancées ont notées.

La mise en œuvre de programme de formation a permis de dérouler 18 sessions organisées au bénéfice de 282 personnes dont 148 hommes et 134 femmes.

Des formations de formateurs sur l'éducation financière, la gouvernance et l'analyse financière ont été organisées au profit des cadres des réseaux partenaires en vue de leur doter de formateurs de qualité ainsi que d'asseoir un service de formation pérenne en leur sein.

L'assistance technique et le coaching des SFD isolés a démarré et va se poursuivre jusqu'en Q2-2012.

Par l'appui en SIG, les activités ci-après ont été réalisées :

- Evaluation du SIG de l'U-IMCEC ;
- Evaluation des besoins en SIG des SFD isolés et des solutions informatiques existantes.
- Visites de sites du Centre de Traitement Informatisé (CTI) ;
- Début de négociation avec le CTI pour l'information des SFD isolés.

L'intégration de la Gestion des Performances Sociales dans les activités des SFD a commencé par :

- Choix des SFD pilotes (MEC Dimbelanté de Foundiougne et la MEC Aprofes Téranga)
- Formation de formateurs sur la GPS
- Ateliers de planification stratégique
- Audit social
- Formation de formateurs sur le PPI
- Appui à la détermination des indicateurs sociaux à suivre (Identification, définition, mesure, périodicité et sources d'information des indicateurs sociaux)
- Appui aux SFD dans la conduite de l'auto-évaluation

Par ailleurs, des bourses de formation académique et celles de participation à la formation Boulder Microfinance attribuées aux ressources humaines des SFD concourent également au renforcement des capacités des institutions partenaires. Dans ce cadre, 3 bourses ont été accordées en 2011 à trois femmes issues de 2 SFD isolés (*MEC Aprofes Téranga et MEC CCIK*) et un réseau émergent (*Caurie-Microfinance*).

L'évaluation des initiatives de mise en réseau a démarré en novembre 2011.

Il est évident que toutes ces activités concourent à la professionnalisation du secteur, volet très important de l'axe stratégique n°2 de la Lettre de Politique Sectorielle Microfinance.

### 3.4.4 Risques et hypothèses

Risques	Score	Incidences potentielles		Niveau de risque
		Description	Score	
Des SFD s'engagent dans le partenariat avec le projet (signature de contrats de performance)	A			
Existence de prestataires capables de répondre aux demandes des SFD et du projet dans les processus de renforcement des capacités institutionnelles	A			

### 3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	C	Beaucoup de retard est accusé dans la réalisation du diagnostic organisationnel bien que les causes ne sont pas imputables à l'équipe du projet.
Efficience	B	Les ressources prévues sont utilisées de façon rationnelle
Durabilité	A	Le renforcement des capacités institutionnelles repose sur l'amélioration des compétences des RH et la mise à disposition d'outils méthodologiques pertinentes
Pertinence	A	Les activités de renforcement des SFD ont été identifiées sur la base des besoins et priorités exprimés des institutions partenaires lors du diagnostic organisationnel

### 3.4.6 Exécution budgétaire

Description des postes budgétaires	Dépenses prévues pour 2011	Dépenses effectives 2011	Balance	Taux d'exécution 2011
\.2.1. : Etablissement de diagnostic organisationnel des SFD	0,00	7,62	-7,62	-
\.2.2. : Accompagnement-Formation pour chacun des SFD	168.000,00	182.856,79	-14. 857	109%
\.2.3. : Rating et mesure de performances sociales	19.000,00	7.746,96	11. 253	41%
\.2.4. : Bourses de formation MF	10.600,00	19.136,65	- 8. 537	181%
\.2.5. : Mise en place de SIG performants et adaptés	47.000,00	32.863,98	14. 136	70%
\.2.6. : Certification des états financiers	16.900,00	9.659,17	7. 241	57%
\.2.7. : Renforcement des initiatives de mise en réseau	5.600,00	194,37	5. 406	3%
<b>TOTAL</b>	<b>267.000,00</b>	<b>252.465,54</b>	<b>14.534,46</b>	<b>95%</b>

Le taux d'exécution financière du résultat 2 de l'ordre de 95% est satisfaisant. Toutes les activités ont été exécutées correctement. Seule la réalisation de l'étude sur les initiatives de mise en réseau a été retardée pour être une surcharge d'activités auprès des SFD partenaires.

### 3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Auteur	Deadline

## 3.5 Résultat 3

### 3.5.1 Indicateurs

Résultat : « L'offre de refinancement au profit des SFD est renforcée »						
Indicateurs	Baseline 2009	Progrès 2010	Progrès 2011	Valeur cible 2011	Valeur cible	Commentaires
Augmentation du montant moyen des crédits décaissés (valeur de référence 235.624 FCFA)  Valeur de référence révisée <sup>1</sup> : 529,465 FCFA	0%	-6%	4%	33%	50%	Dans la valeur de références les réseaux émergents et les grands réseaux ne sont pas pris en compte. Le niveau de cet indicateur est fortement influencé par le réseau ACEP pour lequel montant moyen des prêts décaissés dans la zone centre dépasse 1.500.000 FCFA.  Les données pour 2011 sont provisoires et ne prennent pas en compte les infos non encore disponibles de quelques SFD. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Augmentation de la production de crédit des SFD partenaires (valeur de référence 2.835.792.219 FCFA)  Valeur de référence révisée : 10.378.572.471 FCFA	0%	26%	24%	25%	50%	Les données pour 2011 sont provisoires et ne prennent pas en compte les infos non encore disponibles de quelques SFD. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Augmentation du nombre d'emprunteurs actifs 10.642  Valeur de référence révisée : 13.767	0%	53%	50%	36%	50%	Les données pour 2011 sont provisoires et ne prennent pas en compte les infos non encore disponibles de quelques SFD. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Augmentation du nombre d'emprunteurs actifs femmes (valeur de référence 8.763)  Valeur de référence révisée : 6.022	0%	10%	20%	19%	50%	Les données pour 2011 sont provisoires et ne prennent pas en compte les infos non encore disponibles de quelques SFD. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers.
Augmentation du nombre de prêts en cours (valeur de référence 9.575)  Valeur de référence révisée : 16.066	0%	41%	12%	55%	75%	Dans la valeur de références initiale, les réseaux émergents et les grands réseaux ne sont pas pris en compte.  Les données fournies sont de juin 2011. Les données au 31/12/2011 ne sont pas encore disponibles. L'atteinte de ce ratio par les SFD devra être confirmée après finalisation des états financiers
Augmentation du volume de prêt reçu de l'opérateur	0	0	537 millions FCFA	427 millions FCFA	1 milliard de FCFA	

### 3.5.2 Analyse des progrès réalisés

Suite à la réception des fonds, Sen'Finances a initié une tournée d'information dans les zones ciblées, en vue de sensibiliser les SFD et les autres acteurs du secteur sur l'existence et les conditions d'exécution

<sup>1</sup> Dans la valeur de références les réseaux émergents et les grands réseaux ne sont pas pris en compte. C'est pourquoi elle a été révisée pour la plupart des indicateurs.

de la ligne de refinancement PAMIF 2.

Une première tournée de deux jours, a été effectuée les 1<sup>er</sup> et 2 mars 2011, à laquelle ont pris part l'équipe de Sen'Finances, et les responsables du PAMIF2.

Deux rencontres ont été organisées :

- Une à Fatick, organisée à la Chambre de Commerce le 1er mars 2011, et ayant enregistré la présence d'une trentaine de participants, essentiellement des responsables et gérants de SFD de la zone.
- Une à Kaolack, tenue à la Chambre de Commerce de Kaolack le 2 mars 2011, avec la participation des responsables et gérants d'une cinquantaine de SFD de Kaolack, mais également de Kaffrine et Diourbel.

Ces rencontres ont permis à l'équipe de Sen 'Finances, appuyée par celle du PAMIF2, de fournir aux bénéficiaires potentiels des explications précises sur le fonctionnement de la ligne de refinancement, ainsi que les conditions et formalités à remplir pour y accéder. Des échanges très enrichissants ont également eu lieu, permettant ainsi aux participants d'avoir des informations les plus précises possibles sur les modalités d'accès à cette ligne.

Au préalable, Sen'Finances avait réalisé des plaquettes d'information sur la ligne de refinancement qui ont été mises à dispositions des participants.

Durant l'année 2011, six requêtes de refinancement ont été enregistrées pour un montant de 836.532.800 FCFA.

Sur les six (6) dossiers reçus sur la période :

- cinq (5) ont été traitées par l'Administrateur Général ;
- deux (2) ont été rejetées ;
- trois (3) ont reçu un avis favorable et ont été examinées par le Comité de Crédit. Pour ces trois dossiers, le Comité de Crédit a confirmé l'avis favorable et leur a octroyé un montant total de 537 millions de FCFA répartis comme suit :
  - o MEC le Sine : 37 millions de FCFA,
  - o U-IMCEC : 300 millions de FCFA,
  - o UM/PAMECAS : 200 millions de FCFA.

L'étude de faisabilité pour la mise en place du Fonds multi-bailleurs a démarré. Le PAMIF 2 y a participé activement notamment dans la validation des TDR et le suivi de la mission.

### 3.5.3 Risques et hypothèses

Risques	Score	Incidences potentielles		Niveau de risque
		Description	Score	
Le cadre national du refinancement se précise et la ligne de refinancement PAMIF-2 peut rebasculer dans un mécanisme adapté et viable actif au niveau régional	C			
Des facteurs endogènes entravent le processus de mise en place d'un Fonds multi-bailleurs	C			

### 3.5.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	A	Des modifications pertinentes ont été apportées par l'équipe du projet sur les conditions de mise en œuvre de la ligne de refinancement
Efficiences	A	Les ressources réservées au refinancement sont utilisées suivant un dispositif évident de gestion des risques

Durabilité	A	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la ligne de refinancement, une attention particulière est portée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le maintien de la politique de crédit des SFD pour assurer une continuité au-delà du projet,</li> <li>- La contribution de l'opérateur au financement des SFD, via l'effet de levier, pour créer une dynamique de partenariat durable entre la Fondation Sen'Finances et les SFD</li> <li>- Le respect des conditions du marché dans le refinancement des SFD</li> </ul>
Pertinence	A	Les refinancements sont effectués sur la base des requêtes objectives et pertinentes des SFD visés

### 3.5.5 Exécution budgétaire

Description des postes budgétaires	Dépenses prévues pour 2011	Dépenses effectives 2011	Balance	Taux d'exécution 2011
\.3.1. : Mise à disposition de la ligne de refinancement	0,00	500.921,83	-500.921,83	-
\.3.2. : Suivi et évaluation de l'utilisation et des perf. de la ligne	1.500,00	0,00	1500	0%
\.3.3. : Appui à l'accès au financement des structures partenaires	0,00	0,00	0	-
\.3.4. : Etude de faisabilité de la création d'un fonds de refinancement	4.500,00	594,55	3905,45	13%
<b>TOTAL</b>	<b>6.000,00</b>	<b>501.516,38</b>	<b>-495.516,38</b>	<b>8359%</b>

### 3.5.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline

## 3.6 Résultat 4

### 3.6.1 Indicateurs

Résultat 4 : « Le cadre de concertation au niveau de la zone d'intervention est renforcé dans la dynamique de l'AP/SFD »						
Indicateurs	Baseline 2009	Progrès 2010	Progrès 2011	Valeur cible 2011	Valeur cible	Commentaires
100% des SFD partenaires adhèrent à l'AP/SFD	26%	39%	95%	33%	100%	La plupart des SFD partenaires ont adhéré à l'AP/SFD
Existence d'un point focal fonctionnel pour l'AP/SFD	non	oui	oui	oui	oui	Le point focal pour l'AP/SFD est officiellement mis en place et a déjà commencé ses activités
Nombre d'ateliers d'échanges et de partage sur les bonnes pratiques	0	5	10	5	10	Cinq ateliers ont été organisés et ont porté sur les implications de la nouvelle réglementation et les enjeux y relatifs, la Gestion des Performances Sociales, la vulgarisation de la convention collective et deux sur la vulgarisation du code déontologie.

### 3.6.2 Bilan activités

Activités	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	A	B	C	D	
A.4.1. : Renforcement institutionnel	X				
A.4.2. : Etudes thématiques, séminaires de diffusion et publication		X			
A.4.3. : Appui logistique à l'installation du point focal	X				

### 3.6.3 Analyse des progrès réalisés

La concertation au niveau régional a été davantage renforcée, suite la mise en place d'un point focal représentatif et opérationnel pour l'AP/SFD.

Beaucoup de travaux ont été réalisées par le point focal, parmi lesquels peuvent être cités :

- L'atelier d'information sur les implications de la nouvelle réglementation et les enjeux y relatifs,
- La sensibilisation sur la Gestion des Performances Sociales,
- L'organisation d'un atelier de vulgarisation de la convention collective,
- La tenue de deux ateliers de vulgarisation du code déontologie.

### 3.6.4 Risques et hypothèses

Risques	Score	Incidences potentielles		Niveau de risque
		Description	Score	
Au-delà de l'engagement juridique formel, les SFD s'engagent vis-à-vis d'une démarche de concertation, se conformant à une charte de bonnes pratiques et partagent leurs informations	B			
L'AP/SFD se dote d'une démarche propice au renforcement de son ancrage régional et développe des activités adaptées aux réseaux émergents	B			



### 3.6.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	A	La mise en place du point focal pour AP/SFD considérée comme activité essentielle du résultat 4 a été réalisée.
Efficience	A	Les ressources prévues sont utilisées en fonction des priorités
Durabilité	A	Les ARD, représentant les collectivités locales, ont été largement impliquées pour mettre en cohérence la dynamique de concertation au niveau régional
Pertinence	A	Les activités de sensibilisation et de partage de bonnes pratiques menées par le point focal correspondent avec et adhèrent aux objectifs stratégiques de l'AP/SFD

### 3.6.6 Exécution budgétaire

Description des postes budgétaires	Dépenses prévues pour 2011	Dépenses effectives 2011	Balance	Taux d'exécution 2011
\.4.1. : Renforcement institutionnel	0,00	9.434,33	-9.434,33	-
\.4.2. : Etudes thématiques, séminaires de diffusion et publication	9.000,00	2.377,44	6.622,56	26,42%
\.4.3. : Appui logistique à l'installation du point focal	7.400,00	34.284,47	-26.884	463,30%
<b>TOTAL</b>	<b>16.400,00</b>	<b>46.096,24</b>	<b>-31.706</b>	<b>281,07%</b>

### 3.6.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline

## 4 Thèmes Transversaux

### 4.1 Genre

L'approche genre est prise dans l'appui à l'extension à travers un ciblage de la clientèle féminine dans les études de milieux menées par les SFD bénéficiaires.

Le genre est également respecté dans le cadre de l'octroi des bourses de formation boulder. Dans ce cadre 3 femmes en ont bénéficié en 2011 en plus des 3 hommes bénéficiaires de l'édition de 2010.

Le choix est porté sur deux SFD de femmes comme pilotes pour l'intégration de la gestion des performances sociales à savoir la MEC téraanga et la MEC Dimbelanté de Foundiougne.

### 4.2 Environnement

## 5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État

## 6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b><u>Accorder plus de temps à l'analyse des besoins des bénéficiaires lors de la formulation</u></b> : Le PAMIF 2 a pu profiter de la caractérisation générale des acteurs du secteur. Cependant, l'approfondissement, dans la formulation, de l'analyse et de l'implication des acteurs au niveau décentralisé ne nous apparaît pas évident ; ainsi l'analyse des besoins des institutions bénéficiaires dans la zone de concentration du projet est demeurée superficielle à cette phase de formulation. Ainsi, les besoins formulés sont restés assez généraux et ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des différents types de SFD. Au total, il apparaît également qu'il y a une inadéquation entre les moyens du projet par rapport à l'envergure des besoins que le projet a envisagé de satisfaire.</li> </ul>	<p style="text-align: center;">GEO EST RESSEN DMF</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b><u>Prévoir une durée de mise en œuvre réaliste avec des moyens adéquats</u></b> : La durée du projet est relativement très courte avec deux activités leviers qui ont accaparé le temps précieux de l'équipe du projet à savoir les diagnostics exhaustif et organisationnel nécessaires pour l'approfondissement de l'analyse des besoins. Il est, en effet, opportun de veiller à une prolongation de la durée du projet</li> </ul>	<p style="text-align: center;">GEO EST RESSEN DMF DDI</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b><u>Améliorer la cohérence de la logique d'intervention lors de la formulation</u></b> : La logique d'intervention est peu cohérente au regard des objectifs, des résultats et des indicateurs où des chevauchements sont notés aux différents niveaux (<i>Cf. Rapport d'évaluation de la qualité des prestations de la CTB Septembre 2010</i>).</li> </ul>	<p style="text-align: center;">GEO EST RESSEN DMF DDI</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b><u>Internaliser la réalisation de la baseline study</u></b> : Dans une intervention d'une telle envergure, la réalisation de la baseline study par l'équipe du projet est pertinente et a l'avantage de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- rationaliser les ressources du projet ;</li> <li>- s'assurer du choix d'indicateurs pertinents et partagés avec les acteurs du secteur ;</li> <li>- mettre en place un système fiable et performant de mesure de l'état d'avancement de l'intervention du projet, selon une approche participative ;</li> <li>- s'assurer d'une bonne appropriation et d'une meilleure mise en œuvre de ce dispositif opérationnel de suivi et évaluation de l'intervention du projet.</li> </ul> </li> </ul>	<p style="text-align: center;">GEO EST RESSEN DMF DDI</p>

## 7 Annexes

## 7.1 Cadre Logique

Objectifs et Réalisations attendus	Indicateurs proposés	Sources d'information	Hypothèses
<p><b>Objectif Général :</b> <i>L'accès au microcrédit des populations rurales défavorisées et particulièrement des femmes et les jeunes est amélioré</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Croissance du taux de pénétration national entre 2009 et 2012</li> <li>▪ Croissance du % des femmes et des jeunes (18 à 40 ans) ayant accès à des services financiers entre 2009 et 2012</li> <li>▪ Evolution de l'encours moyen des prêts par rapport au PIB/habitant entre 2009 et 2012</li> <li>▪ Croissance du portefeuille de prêt affecté au milieu rural entre 2009 et 2012</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports d'activités des SFD</li> <li>▪ Rapports d'études de marchés</li> <li>▪ Rapport d'études de faisabilité</li> <li>▪ Rapports d'études d'impacts</li> <li>▪ Rapports de suivi du plan d'actions de la LPS</li> </ul>	
<p><b>Objectif spécifique :</b> <i>« L'accès aux services financiers des populations des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kafrine est amélioré, par le renforcement des capacités des SFD et l'extension quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Croissance du taux de pénétration dans les régions ciblées entre 2009 et 2012</li> <li>▪ Evolution du nombre de points de services en milieu rural (y compris les guichets mobiles)</li> <li>▪ Evolution du niveau de satisfaction par rapport aux produits et services financiers offerts par les SFD</li> <li>▪ Evolution de l'offre de produits innovants et adaptés en milieu rural au niveau des SFD partenaires (au moins deux nouveaux produits de prêts et un nouveau produit d'épargne sont développés)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports d'activités des SFD</li> <li>▪ Rapports d'études de marchés</li> <li>▪ Rapport d'études de faisabilité</li> <li>▪ Rapports et statistiques de la DRS/SFD</li> <li>▪ Rapports de suivi du plan d'actions de la LPS</li> <li>▪ Cartographie numérisée</li> <li>▪ Enquêtes</li> <li>▪ Rapports d'étude de satisfaction de la clientèle</li> </ul>	<p>Stabilité économique et financière du pays est garantie</p> <p>La solvabilité financière des SFD est maintenue</p>
<p><b>Résultat 1 du projet :</b> <i>« L'accessibilité de l'offre de services financiers adaptés en milieu rural est améliorée dans la zone d'intervention »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Taux de pénétration des SFD partenaires a évolué de 40%</li> <li>▪ Le nombre de femmes bénéficiaires de services financiers a augmenté de 50%</li> <li>▪ Le nombre de jeunes bénéficiaires de services financiers a augmenté de 10%</li> <li>▪ Le nombre de clients actifs a évolué de 15%</li> <li>▪ Le nombre de clients actifs - femmes a évolué de 40%</li> <li>▪ 15 nouveaux points services installés en milieu rural</li> <li>▪ L'encours d'épargne a évolué de 30%</li> <li>▪ L'encours de crédit a évolué de 50%</li> <li>▪ Deux nouveaux produits développés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports d'activités des SFD</li> <li>▪ Rapports d'études de marchés</li> <li>▪ Rapport d'études de faisabilité</li> <li>▪ Rapports de portefeuille des SFD</li> <li>▪ Rapports d'étude de satisfaction de la clientèle</li> <li>▪ Rapport d'évaluation des guichets mobiles</li> </ul>	<p>Des infrastructures favorisant l'intervention en milieu rural existent</p> <p>Un personnel capable et compétent est disponible</p> <p>Les SFD acceptent de diversifier et d'étendre leurs activités vers les zones non couvertes</p>
<p><b>Résultat 2 du projet :</b> <i>« Les capacités institutionnelles des SFD de la zone d'intervention sont renforcées »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 80% des SFD partenaires disposent d' SIG adéquat et conforme au NRC</li> <li>▪ 100% des SFD partenaires disposent plans d'affaires opérationnels</li> <li>▪ 100% des SFD partenaires disposent manuels de procédures à mis à jour</li> <li>▪ 30% des SFD partenaires intègrent les performances sociales dans leur dispositif de gestion et de suivi de leurs activités</li> <li>▪ 80 % des SFD partenaires disposent d'états financiers certifiés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plans d'affaires</li> <li>▪ Rapports de diagnostic</li> <li>▪ Manuels de procédures</li> <li>▪ Rapports de formation</li> <li>▪ États financiers des SFD</li> <li>▪ Rapports d'activités des SFD</li> </ul>	<p>Les SFD acceptent de signer et de se conformer au contrat de performance</p> <p>Les SFD sont intéressés à ces formations et disposent des ressources capables et ayant la volonté d'adopter les pratiques estimées</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 3 SFD partenaires ont bénéficié d'un rating pendant la durée du projet</li> <li>▪ 15 SFD partenaires ont un ratio d'autosuffisance opérationnelle supérieur à 130%</li> <li>▪ 100% des SFD partenaires fournissant un rapport trimestriel sur les indicateurs</li> <li>▪ 15 SFD partenaires ont un PAR &gt; 30 jours de moins de 5%</li> <li>▪ 10 SFD partenaires publient régulièrement des informations sur le MIX</li> <li>▪ 1 initiative de mise en réseau accompagnée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports de portefeuille des SFD</li> <li>▪ Rapports d'audit externe</li> <li>▪ Rapports d'inspection</li> <li>▪ Rapports de rating</li> <li>▪ Reporting mensuel et trimestriel</li> <li>▪ Rapports de contrôle</li> <li>▪ Rapports de suivi des SFD</li> <li>▪ Rapport d'audit interne</li> <li>▪ Rapports de suivi post formation</li> <li>▪ Rapports de coaching</li> <li>▪ Rapports d'évaluation des SIG</li> </ul>	<p>optimales</p> <p>Le marché de prestation est développé et dispose de ressources de qualité capables d'accompagner les SFD dans leur dispositif de renforcement de capacités institutionnelles</p>
<p><b>Résultat 3 du projet :</b></p> <p><i>« L'offre de refinancement au profit des SFD est renforcée »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation du montant moyen des crédits décaissés</li> <li>▪ Augmentation de la production de crédit des SFD partenaires</li> <li>▪ Augmentation du nombre d'emprunteurs actifs</li> <li>▪ Augmentation du nombre d'emprunteurs actifs femmes</li> <li>▪ Augmentation du nombre de prêts en cours</li> <li>▪ Augmentation du volume de prêt reçu de l'opérateur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports de portefeuille des SFD</li> <li>▪ Rapports d'évaluation du fonds de refinancement</li> <li>▪ Rapports de gestion de la ligne de refinancement</li> <li>▪ PV et comptes rendus de rencontres</li> <li>▪ Rapports d'études sur le financement du secteur</li> </ul>	<p>Une volonté politique pour la mise en œuvre de stratégies cohérentes de financement du secteur existe</p> <p>L'opérateur est engagé et contribue efficacement à l'offre de refinancement des SFD</p>
<p><b>Résultat 4 du projet :</b></p> <p><i>« Le cadre de concertation au niveau de la zone d'intervention est renforcé dans la dynamique de l'AP/SFD »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 100% des SFD partenaires adhèrent à l'AP/SFD</li> <li>▪ Existence d'un point focal fonctionnel pour l'AP/SFD</li> <li>▪ Nombre d'ateliers d'échanges et de partage sur les bonnes pratiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PV de réunions</li> <li>▪ Plan stratégique,</li> <li>▪ PV de rencontres,</li> <li>▪ Comptes rendus d'ateliers et de séminaires,</li> <li>▪ Protocoles d'accord,</li> <li>▪ Charte de bonnes pratiques</li> <li>▪ Etude de faisabilité de la centrale d'échange d'information</li> <li>▪ Convention de participation au mécanisme de partage et d'échange d'informations</li> </ul>	<p>Les acteurs sont motivés et s'engagent dans la dynamique de concertation et d'échange</p> <p>Les SFD acceptent de signer et de se conformer à la charte de bonnes pratiques</p>

## 7.2 Activités M&E

Depuis la réalisation de l'étude baseline et la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation, les activités ci-après ont été réalisées :

- Finalisation du manuel de suivi-évaluation,
- Elaboration des outils de collecte et d'analyse des données,
- Collecte et traitement des données des SFD partenaires,
- Production de rapports de suivi des SFD,
- Production de rapport de suivi-évaluation.



### 7.3 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (Cf. Documents FIT)

## 7.4 Bénéficiaires

### 7.4.1 Les bénéficiaires directs

Les bénéficiaires de l'intervention sont les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) intervenant dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack. Les SFD les plus actifs ont été présélectionnés, à l'issue des travaux d'identification et d'évaluation institutionnelle sommaire effectués lors du diagnostic exhaustif des intervenants, par une commission composée de la CTB, la Direction de la Microfinance (DMF), le PAMIF 1, le PAMIF 2, la Direction de la Réglementation et de la Supervision (DRS/SFD).

Au total, trois (03) grands réseaux, six réseaux (06) réseaux émergents et vingt deux (22) SFD isolés ont été retenus pour effectuer une évaluation approfondie. A l'issue du diagnostic organisationnel approfondi a permis de disposer de la situation institutionnelle exacte des SFD et d'apprécier leur intérêt et engagement vis-à-vis des activités du projet, deux (02) grands réseaux, trois (03) réseaux émergents et vingt deux (22) SFD isolés ont été sélectionnés.

Au-delà des SFD partenaires directs, les autres institutions et particulièrement les Groupements d'Épargne et de Crédit (GEC) seront accompagnés dans leur processus de transformation institutionnelle compte tenu des nouvelles dispositions réglementaires.

Tous les SFD partenaires sont largement impliqués dans toutes les activités. Des séances cadrage méthodologique sont tenues avec les institutions pour valider toutes activités à mettre en œuvre avec un focus sur le respect de la politique de l'institution et la responsabilisation des dirigeants.

### 7.4.2 Les bénéficiaires finaux

Les bénéficiaires finaux sont les populations des quatre régions ciblées. Une dynamique de renforcement de leurs capacités de gestion est entamée avec l'organisation de sessions de formation sur l'éducation financière des clients. Cette initiative est intéressante dans la mesure où en général les formations habituelles étaient uniquement centrées aux SFD au profit des élus et du personnel technique. Ce séminaire a permis à la clientèle ciblée de changer leur comportement en matière de gestion de leurs revenus, d'usage de services financiers.

### 7.4.3 Les partenaires

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'intervention sont le PAMIF 1, les ARD des régions d'intervention, l'AP/SFD, la DRS/SFD, la DMF qui assure la direction du projet, les autres projets et programmes de microfinance comme le PA/LPS, le PROMER/SAFIR.

## 7.5 Planification opérationnelle Q1-2012

CODE BUDGETAIRE	ACTIVITES	Q1			Q2			Q3			Responsable				Remarques, Difficultés et Points d'attention	
		Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	RN	ATN	CSE	RAF		
A	L'accès aux services financiers des populations de Diourbel, Fatick, Kafrine et Kaolack est amélioré par le renforcement des capacités des Systèmes Financiers Décentralisés et l'extension quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural															
A_01	Résultat 1 : L'accessibilité de l'offre de services est renforcée dans les zones rurales des régions d'intervention															
A_01_01	Diagnostic exhaustif des intervenants dans les régions ciblées et des zones à couvrir															Terminé
A_01_02	Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour 15 points de services															
	Choix des zones à renforcer															Terminé
	Sélection des SFD à appuyer dans ce sens															Terminé
	Négociation et signature de contrat d'exécution des constructions										C	R	C			
	Réalisation des constructions des nouvelles agences										R	C	C	C		
	Equiperment et opérationnalisation des points de services										R	C	C	C		
A_01_03	Appui à l'extension des réseaux dans les zones rurales pour 4 guichets mobiles															
	Sélection du SFD à accompagner pour cette expérimentation															Terminé
	Etude faisabilité opérationnelle et financière des guichets mobiles										C	R	C			
	Acquisition des véhicules										C	C	C	R		
	Appui technique à l'installation des guichets										C	R	C	C		
	Opérationnalisation des guichets mobiles										C	R	C	C		
	Suivi, capitalisation et diffusion des expériences										C	C	R	C		

CODE BUDGETAIRE	ACTIVITES	Q1			Q2			Q3			Responsable				Remarques, Difficultés et Points d'attention	
		Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	RN	ATN	CSE	RAF		
<b>A_01_04</b>	<b>Appui au développement de nouveaux produits</b>															
	Extension de l'expérience pilote de warrantage										R	C	C	C		
	Evaluation du produit Microleasing										C	R	C	C		
	Réalisation d'une étude sur les opportunités en matière de développement de produits										C	R	C	C		
	Réalisation d'une étude de satisfaction de la clientèle des SFD Partenaires															
	Appui au développement de nouveaux produits										C	R	C	C		
	Suivi-évaluation du déploiement										C	C	R			
<b>A_02</b>	<b>Résultat 2 : Les capacités institutionnelles des institutions de microfinance de la zone sont renforcées</b>															
<b>A_02_01</b>	<b>Etablissement de diagnostic organisationnel au niveau de chacun des partenaires sélectionnés</b>															Terminé
<b>A_02_02</b>	<b>Accompagnement-Formation pour chacun des partenaires selon les besoins identifiés à leur niveau</b>															
	Elaboration de plan d'accompagnement des SFD															Terminé
	Elaboration de plan de formation global sur les besoins similaires															Terminé
	Sélection des prestataires locaux															Terminé
	Appui à l'élaboration et/ou révision de plan de développement des SFD au cas par cas										C	R	C	C		
	Validation des plans de développement éventuellement élaborés										C	R	C	C		
	Mise en œuvre de programme de formation aux métiers										C	R	C	C		
	Renforcement technique et institutionnel des SFD en cohérence avec la stratégie définie dans les plans d'affaires respectifs										C	R	C	C		
	Accompagnement et assistance technique "coaching"										C	R	C	C		
	Suivi et évaluation des activités de renforcement et des performances des SFD										C	C	R	C		
<b>A_02_03</b>	<b>Ratings et mesure de performances sociales</b>															
	Formation sur les outils de performances sociales											R	C	C		
	Choix des partenaires pour le rating															
	Sélection d'une agence de notation															

Missions de rating										
Rapport provisoire et validation										
Rapport final										

CODE BUDGETAIRE	ACTIVITES	Q1			Q2			Q3			Responsable				Remarques, Difficultés et Points d'attention	
		Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	RN	ATN	CSE	RAF		
<b>A_02_04</b>	<b>Bourses de formation MF</b>															
	Réception des demandes des SFD															R
	Analyse des dossiers										R	C	C			C
	Formalités administratives										R					C
	Financement de la bourse															R
<b>A_02_05</b>	<b>Mise en place de SIG performants et adaptés</b>															
	Elaboration de cartographie des besoins en SIG des partenaires															Terminé
	Amélioration des SIG des SFD n'ayant pas besoins de logiciel															En cours
	Analyse approfondie des besoins des SFD à informatiser															Terminé
	Présélection des applications adaptées aux besoins de chaque SFD															Terminé
	Choix des systèmes pour chaque SFD															Terminé
	Appui à l'informatisation des SFD															
	Appui à l'optimisation et à la maintenance															
<b>A_02_06</b>	<b>Certifications des états financiers</b>															
	Elaboration de TDR															
	Appel à manifestation d'intérêt															
	Sélection du/des cabinet(s) d'expertise comptable															
	Négociation et signature du/des contrat(s)															
	Déroulement des missions															
	Rapports provisoires															
	Rapports définitifs															
	Publication des informations															
<b>A_02_07</b>	<b>Renforcement des initiatives de mise en réseau</b>															
	Identification des initiatives existantes															Terminé
	Evaluation des initiatives identifiées											C	R			
	Appui à la mise en réseau des SFD isolés										C	C	R	C		

CODE BUDGETAIRE	ACTIVITES	Q1			Q2			Q3			Responsable				Remarques, Difficultés et Points d'attention
		Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	RN	ATN	CSE	RAF	
A_03	Résultat 3 : L'offre de refinancement au profit des SFD est renforcée														
A_03_01	Mise à disposition de la ligne de refinancement chez un opérateur de crédit														Terminé
A_03_02	Suivi et évaluation de l'utilisation et des performances de la ligne de crédit										C	C	R	C	
A_03_03	Appui à l'accès au financement de structures partenaires														
A_03_04	Etude de faisabilité de la création d'un fonds de refinancement des IMF														
	Mise en place d'un comité de réflexion sur un outil de financement pérenne										R	C			
	Organisation de rencontres périodiques des bailleurs intéressés par ce projet										C	R		C	
	Etude de faisabilité														
	Démarrage du processus														

CODE BUDGETAIRE	ACTIVITES	Q1			Q2			Q3			Responsable				Remarques, Difficultés et Points d'attention
		Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	RN	ATN	CSE	RAF	
A_04	Résultat 4 : Un cadre de concertation au niveau régional est mis en place														
A_04_01	Renforcement institutionnel														
A_04_02	Etudes thématiques, séminaires de diffusion et publication														
	Visites d'échanges d'expériences										R	C	C	C	
	Etudes thématiques										R	C	C	C	
	Organisation de séminaires de diffusion et d'échanges										R	C	C	C	
	Publications										R	C	C	C	
A_04_03	Appui logistique à l'installation du point focal APSFD via le CCK														
	Signature de convention de partenariat avec l'APSFD										R	C			Terminé
	Mise en place et appui institutionnel du point focal										R	C			
	Appui à la mise en œuvre du plan d'actions du point focal										R	C	C	C	
	Suivi et évaluation des activités										R	C	C		



CODE BUDGETAIRE	ACTIVITES	Q1			Q2			Q3			Responsable				Remarques, Difficultés et Points d'attention
		Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	RN	ATN	CSE	RAF	
<b>Z_04</b>	<b>Audit et Suivi Evaluation</b>														
<b>Z_04_01</b>	Baseline – Suivi-Evaluation des SFD										C	C	R	C	
<b>Z_04_02</b>	Suivi et évaluation (1 MTR)										C	R	C		
<b>Z_04_03</b>	Audit										C	C	C	R	
<b>Z_04_04</b>	Backstopping										C	R			

**Légende :**

RN = Responsable National  
 ATN = Assistant Technique National  
 CSE = Chargé de Suivi-Evaluation  
 RAF = Responsable Administratif et Financier  
 R = Responsable  
 C = Contribue

# Financial Planning of SEN0702012

Project Title : **Appui belge au renforcement des capacités des réseaux d'institutions de mic-finance au sénégal (volet2)**

Fin Plan Version: **2012Q1**

Budget Version: **F02**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

## Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mo	Budget	TtY-1	Balance	Y	Y+1	Y+2	Y+3	Y+4 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
<b>A « L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS</b>			3.728,08	1.501,72	2.226,36	493,44	1.732,93	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>01 Résultat 1 : L'accessibilité de l'offre de</b>			1.135,02	54,44	1.080,58	152,71	927,87	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Diagnostic exhaustif des intervenants		COG	9,82	9,80	0,02	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Appui à l'extension des réseaux dans		COG	687,00	5,52	681,48	16,50	664,98	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Appui à l'extension des réseaux dans		COG	11,20	9,61	1,59	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
04 Appui au développement de nouveaux		COG	207,00	8,31	198,69	40,60	158,09	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
05 Appui à l'extension des réseaux dans		REGI	220,00	21,20	198,80	94,00	104,80	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>02 Les capacités institutionnelles des</b>			1.443,49	368,74	1.074,75	309,41	765,35	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Etablissement de diagnostic		COG	40,50	37,69	2,81	0,00	2,81	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Accompagnement-formation pour		COG	789,19	205,68	583,51	91,41	492,10	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Ratings et mesure de performances		COG	44,00	7,75	36,25	36,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
04 Bourses de formation MF		COG	154,80	74,67	80,13	19,10	61,03	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
05 Mise en place de SIG performants et		COG	181,80	33,08	148,72	96,00	52,72	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
06 Certification des états financiers		COG	57,00	9,66	47,34	41,66	5,69	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
07 Renforcement d'initiatives de mise en		COG	176,20	0,21	175,99	24,99	151,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>03 L'offre de refinancement au profit des</b>			1.049,50	1.004,03	45,47	14,06	31,41	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Mise à disposition de la ligne de		COG	1.007,50	1.003,44	4,06	4,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Suivi et évaluation de l'utilisation et des		COG	12,00	0,00	12,00	3,00	9,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Appui à l'accès au financement de		COG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04 Etude sur la faisabilité de la création		COG	30,00	0,59	29,41	7,00	22,41	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>04 Un cadre de concertation au niveau</b>			100,07	74,51	25,56	17,26	8,30	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Renforcement institutionnel		COG	19,27	19,00	0,27	0,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
		<b>REGIE</b>	<b>439,61</b>	<b>151,03</b>	<b>288,58</b>	<b>177,90</b>	<b>110,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	100%
		<b>COGEST</b>	<b>3.960,40</b>	<b>1.811,42</b>	<b>2.148,98</b>	<b>494,63</b>	<b>1.654,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	100%
		<b>TOTAL</b>	<b>4.400,01</b>	<b>1.962,45</b>	<b>2.437,56</b>	<b>672,53</b>	<b>1.765,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	100%



# Financial Planning of SEN0702012

Project Title : **Appui belge au renforcement des capacités des réseaux d'institutions de mic-finance au sénégal (volet2)**

Fin Plan Version: **2012Q1**

Budget Version: **F02**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

## Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mod	Budget	TtY-1	Balance	Y	Y+1	Y+2	Y+3	Y+4 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
02 Etudes thématiques, séminaires de		COG	33,80	10,50	23,30	15,00	8,30	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Appui pour l'installation du point focal		COG	47,00	45,01	1,99	1,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL</b>			15,21	0,00	15,21	15,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>01 Réserve budgétaire</b>			15,21	0,00	15,21	15,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COG	15,21	0,00	15,21	15,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			656,72	460,73	195,99	163,88	32,11	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>01 Frais de personnel</b>			322,31	241,70	80,61	74,73	5,88	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Agent détaché DMF directeur		COG	14,32	10,63	3,69	3,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Assistant technique national		REGI	116,61	81,73	34,88	29,00	5,88	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Animateur technique		COG	46,00	43,63	2,37	2,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
04 Responsable administratif et financier		COG	69,00	39,90	29,10	29,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
05 Personnel de support		COG	55,77	53,81	1,96	1,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
06 Frais de formation du personnel		COG	14,20	2,86	11,34	11,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
07 Assurance complémentaire maladie du		COG	6,41	9,14	-2,73	-2,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>02 Investissements</b>			79,08	79,11	-0,03	-0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Véhicules		REGI	43,00	43,03	-0,03	-0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Bureau		COG	36,08	36,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>			193,00	131,65	61,35	35,12	26,23	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Services et frais de maintenance		COG	8,40	6,14	2,26	2,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Frais de fonctionnement du véhicule		COG	90,05	44,31	45,74	21,00	24,74	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Location		COG	25,20	19,51	5,69	4,20	1,49	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
		<b>REGIE</b>	<b>439,61</b>	<b>151,03</b>	<b>288,58</b>	<b>177,90</b>	<b>110,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	100%
		<b>COGEST</b>	<b>3.960,40</b>	<b>1.811,42</b>	<b>2.148,98</b>	<b>494,63</b>	<b>1.654,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	100%
		<b>TOTAL</b>	<b>4.400,01</b>	<b>1.962,45</b>	<b>2.437,56</b>	<b>672,53</b>	<b>1.765,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	100%



# Financial Planning of SEN0702012

Project Title : **Appui belge au renforcement des capacités des réseaux d'institutions de micr-finance au sénégal (volet2)**

Fin Plan Version: **2012Q1**

Budget Version: **F02**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

## Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mod	Budget	TtY-1	Balance	Y	Y+1	Y+2	Y+3	Y+4 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
04 Télécommunications		COG	11,54	9,09	2,45	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
05 Fournitures de bureau		COG	7,30	6,73	0,57	0,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
06 Missions (equipe 3Jours/2 mois Dakar;		COG	19,51	18,59	0,92	0,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
07 Frais de lancement (communication,		COG	4,00	3,22	0,78	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
08 Autres frais de fonctionnement		COG	10,00	7,88	2,12	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
09 frais de fonctionnement		COG	15,00	15,05	-0,05	-0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
10 frais bancaires		REGI	2,00	1,13	0,87	0,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>			<b>62,33</b>	<b>8,27</b>	<b>54,06</b>	<b>54,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100%</b>
01 Baseline		COG	4,33	4,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Suivi et évaluation ( 1 MTR)		REGI	25,00	1,64	23,36	23,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Audit		REGI	30,00	1,99	28,01	28,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
04 Backstopping		REGI	3,00	0,31	2,69	2,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>??%</b>
98 Conversion rate adjustment		REGI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
99 Conversion rate adjustment		COG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
		<b>REGIE</b>	<b>439,61</b>	<b>151,03</b>	<b>288,58</b>	<b>177,90</b>	<b>110,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100%</b>
		<b>COGEST</b>	<b>3.960,40</b>	<b>1.811,42</b>	<b>2.148,98</b>	<b>494,63</b>	<b>1.654,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100%</b>
		<b>TOTAL</b>	<b>4.400,01</b>	<b>1.962,45</b>	<b>2.437,56</b>	<b>672,53</b>	<b>1.765,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100%</b>

